



de **2019**
Rencontre

Du 22 au 24 janvier 2019 • Vancouver, Colombie-Britannique

**RAPPORT
SOMMAIRE**



Assemblée des
Premières Nations de la
Colombie-Britannique



Sommet des
Premières Nations



Union des chefs
indiens de la
Colombie-Britannique

Canada

Table des matières

Résumé de l'activité	1
Composantes culturelles	2
Portes ouvertes	3
Salon des exposants	3
Kiosque d'information de SAC	4
Réseaux sociaux	4
Résumés des séances	5
Points saillants de l'évaluation	24
Conclusion et prochaines étapes	26

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec :
communicationspublications@canada.ca

www.canada.ca/services-autochtones-canada
1 800 567-9604
ATS seulement 1-866-553-0554

Catalogue : R1-68F-PDF
ISSN : 2369-3398

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2020.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre :
Joint Gathering 2019 – Summary Report

Résumé de l'activité

La *Rencontre de 2019*, qui a eu lieu du 22 au 24 janvier 2019 à l'hôtel Westin Bayshore de Vancouver (Colombie-Britannique), était la septième réunion annuelle regroupant des chefs, conseillers, administrateurs, aînés et jeunes des Premières Nations de la Colombie-Britannique, ainsi que des membres du Conseil des leaders des Premières Nations et des fonctionnaires de Services aux Autochtones Canada (SAC) et de Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord Canada (RCAANC). La *Rencontre* a eu lieu sur les territoires traditionnels non cédés de la bande indienne de Musqueam, de la Nation des Squamish et de la Nation des Tsleil-Waututh et a été organisée conjointement par le Conseil des leaders des Premières Nations, qui comprend le Sommet des Premières Nations, l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique, et par SAC et RCAANC.

En 2019, 502 délégués représentant 158 des 202 Premières Nations de la Colombie-Britannique, ont participé à la *Rencontre*, en plus de représentants de onze autres ministères fédéraux et de six ministères provinciaux. Plus de 130 employés de SAC et de RCAANC étaient également sur place pour assister à l'activité, y faire des présentations ou appuyer son déroulement. Le programme comprenait 12 séances plénières et 13 séances interactives en petits groupes. Un programme concomitant pour les jeunes prévoyait quant à lui neuf séances plénières.



Un certain nombre de nouveaux aspects ont été intégrés à la *Rencontre de 2019*. C'était notamment la première fois que tant les ministres de SAC et de RCAANC que le chef national de l'Assemblée des Premières Nations y assistaient et s'adressaient aux participants. En deuxième lieu, un programme créé sur mesure pour les jeunes était également prévu et comprenait notamment deux séances avec des personnes de haut niveau, soit une rencontre avec l'honorable Carolyn Bennett, ministre des Relations Couronne-Autochtones, et un déjeuner-causerie avec Clarence Louie, chef de la bande indienne d'Osoyoos et président du Conseil national de développement économique des Autochtones. Troisièmement, les exposants qui participaient à la troisième journée portes ouvertes annuelle de SAC et de RCAANC, qui avait auparavant lieu au bureau régional de SAC-RCAANC, étaient aux côtés des autres exposants, au Westin Bayshore. Quatrièmement, un kiosque temporaire sur la campagne *Écoutez ce qu'on nous a dit* avait été installé pour y enregistrer les histoires des délégués. En cinquième lieu, toutes les séances plénières ont également été enregistrées et sont accessibles en ligne (nmtcevents.com/jointgathering2019). Ces différents ajouts ont permis d'innover et d'améliorer les interactions pendant la conférence.



Durant ces trois jours, les panélistes, les conférenciers invités et les présentateurs ont parlé ouvertement au nom de leurs collectivités et organisations. Les séances interactives ont permis aux participants de communiquer les réussites, les leçons apprises et les pratiques exemplaires, tout en encourageant les délégués des aînés et des jeunes à donner leur point de vue sur les questions soulevées.

Composantes culturelles



AÎNÉS

Chaque jour, la conférence commençait par une salutation et une prière d'ouverture suivie d'une séance de tambours avec un Aîné. Les délégués des aînés avaient également été invités à prendre part tant aux séances principales qu'à celles destinées aux jeunes et ont formulé des idées et des commentaires précieux.

PRESTATIONS CULTURELLES

Deux groupes ont effectué une prestation lors de la première journée de la conférence. Les **Kwhlii Gibaygum Nisga'a** ont incorporé les histoires, les chansons et les danses des Wahlingiat (ancêtres) dans une production contemporaine, alors que le **SisterClan**, mettant en vedette Fara Palmer et ses filles, a interprété une combinaison de chansons des Premières Nations et de musique pop-fusion.

KIOSQUE MOBILE DE LA CAMPAGNE ÉCOUTEZ CE QU'ON NOUS A DIT

La campagne *Écoutez ce qu'on nous a dit* est une initiative dirigée par des employés de SAC, créée en réponse à l'appel à l'action n° 57 de la Commission de vérité et réconciliation, qui fait référence à la responsabilité des ministères fédéraux de former leurs employés sur l'histoire des peuples autochtones.



En plus de son emplacement fixe au 1138, rue Melville, à Vancouver, l'exposition avait un stand temporaire spécialement pour la *Rencontre de 2019*. Pendant la Rencontre, une équipe de huit ambassadeurs « à l'écoute » s'est entretenue directement avec les participants des Premières Nations, en particulier les aînés et les jeunes, et prêtait main-forte pour documenter leurs expériences.

JETER DES PONTS – MOBILISATION DES AÎNÉS ET DES JEUNES

Un concept de rapprochement a été intégré au programme de la *Rencontre de 2019* afin d'encourager les aînés et les jeunes à discuter ensemble pendant les déjeuners et les séances. Le programme concomitant visait à inclure tant les aînés que les jeunes afin de créer une plateforme de dialogue et d'échange de connaissances entre les générations. De plus, les ambassadeurs de la campagne *Écoutez ce qu'on nous a dit* étaient sur place pour favoriser, enregistrer et faciliter les échanges d'information, les récits et la rétroaction pendant toute la durée de la *Rencontre de 2019*, et ils ont réalisé de nombreuses entrevues avec les jeunes, lesquelles sont accessibles en ligne (nmtcevents.com/jointgathering2019).



Portes ouvertes

SAC et RCAANC ont organisé conjointement la troisième journée portes ouvertes annuelle qui a eu lieu pendant la *Rencontre de 2019*, afin de s'assurer que les délégués des Premières Nations aient l'occasion de rencontrer le personnel des différents secteurs de programme des Ministères, y compris les immobilisations, le développement économique, les initiatives sociales communautaires et revendications particulières.



Salon des exposants

Puisque le réseautage est un élément important de la *Rencontre*, les délégués ont eu l'occasion de rencontrer les exposants suivants :

- Association des agents financiers autochtones de la Colombie-Britannique
- Agriculture et Agroalimentaire Canada
- All Nations Trust Company
- BC Housing Management Commission
- Société canadienne d'hypothèques et de logement
- Agence du revenu du Canada
- Garde côtière canadienne
- Patrimoine canadien
- Société canadienne de la Croix-Rouge
- Emploi et Développement social Canada
- Environnement et Changement climatique Canada
- Conseil de gestion financière des Premières Nations (CGFPN)
- Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations
- Services d'urgence des Premières Nations
- Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations
- Conseil de la technologie des Premières Nations
- Exposition Our living languages du First Peoples' Cultural Council
- Pêches et Océans Canada
- Bibliothèque et Archives Canada (BAC)
- Office national de l'énergie
- Bureau des partenariats avec les Autochtones-Ouest de Ressources naturelles Canada
- Parcs Canada
- Tuteur et curateur public de la Colombie-Britannique
- Services publics et Approvisionnement Canada
- Commission de la fonction publique du Canada
- Réconciliation Canada
- Statistique Canada
- Transports Canada



Kiosque « Demandez-moi » de SAC

Comme les années précédentes, le kiosque « Demandez-moi » était tenu par des employés de SAC qui répondaient aux questions des délégués et leur donnaient accès aux différentes ressources. Le personnel faisait également la promotion des possibilités d'emploi pour les Autochtones à SAC et à RCAANC et il donnait de l'information sur les postes disponibles et le processus de candidature.



Réseaux sociaux

SAC a fait la promotion de la *Rencontre de 2019* au moyen de diverses plateformes de réseaux sociaux. On a notamment encouragé les participants à afficher de l'information et leurs réflexions sur Facebook et Twitter en utilisant le mot-clic #Rencontre2019. Les comptes de réseaux sociaux ministériels ont également fait la promotion des différentes séances plénières, des conférenciers invités et des activités prévues pendant les trois jours de la *Rencontre de 2019*. Tous les messages publiés sur Twitter utilisant le mot-clic #Rencontre2019 ont été diffusés en temps réel sur un mur Twitter qu'affichaient des écrans partout sur le site afin de favoriser davantage les échanges. Un album Facebook a également été créé et mis à jour en temps réel afin de présenter divers conférenciers et groupes de discussion, ainsi que pour dresser le profil des délégués qui transmettaient des idées et participaient aux discussions lors de la *Rencontre de 2019*. Pour la première fois, les séances plénières ont été enregistrées et diffusées en ligne (nmtcevents.com/jointgathering2019), ce qui a permis de les communiquer aux membres de la communauté et à ceux qui n'ont pu assister en personne à la rencontre.



Résumés des séances

Un résumé des séances plénières, des séances en petits groupes et des séances destinées aux jeunes est présenté ci-dessous. Il comprend une brève description de chacune des séances, les faits saillants de ce qui a été entendu ainsi que les mesures à prendre ou les travaux de suivi qui ont été cernés.

SÉANCES PLÉNIÈRES

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Voies vers l'officialisation de l'autodétermination</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Joe Wild, sous-ministre adjoint principal, RCAANC</i></p> <p>» <i>Tanya Corbet, membre du conseil exécutif, Première Nation de Tsawwassen</i></p> <p>» <i>Alexander Chartrand, négociateur de traité, Nation Wuikinuxw</i></p> <p>» <i>Doug White, négociateur en chef, Nation de Lake Babine</i></p>	<p>» Les membres du groupe présentent leurs points de vue sur les occasions et les défis à relever à propos des éléments qui remplaceront les politiques du gouvernement du Canada sur les revendications globales et les droits inhérents.</p> <p>» Joe Wild décrit de quelle façon une nouvelle politique fondée sur les droits s'harmoniserait avec la Constitution et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Il décrit certaines modifications déjà apportées dans le cadre des négociations, ainsi que le processus de mobilisation qui devra être entrepris pour élaborer la nouvelle politique.</p> <p>» Tanya Corbet dit à quel point les avantages de signer un traité moderne et de s'éloigner de la <i>Loi sur les Indiens</i> l'emportent sur les compromis pour sa Première Nation.</p> <p>» Alexander Chartrand explique le rôle important du contrôle des terres par les Wuikinuxw et la raison pour laquelle sa Première Nation a décidé de conclure un traité moderne. Tout en soulignant les difficultés propres au secteur de la pêche, il insiste sur l'importance du renouvellement périodique (c.-à-d. l'examen, l'évaluation et l'évolution possible des traités) et du nouveau modèle financier.</p> <p>» Doug White déclare qu'à la suite de la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>Tsilhqot'in</i> (2014), la Couronne doit adopter une nouvelle approche pour la mise en œuvre du titre ancestral, y compris en s'assurant d'obtenir le consentement à cet égard.</p> <p>✓ MESURE DE SUIVI DE RCAANC : Le gouvernement du Canada s'engage, dans le cadre du renouvellement des politiques, à examiner le concept d'autodétermination tel qu'il est défini par les Premières Nations et à fournir un soutien à cet égard.</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Compétence des Services à l'enfance et à la famille</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Cheryl Casimer, membre du Groupe de travail tripartite sur les enfants et les familles des Premières Nations » Chef Marie Quock et Annabel Nole, membres du groupe de travail Stikine Wholistic » Chef Helen Henderson, Northern Secwepemc te Qelmuw » Robert Morales, négociateur en chef, tribus de Cowichan 	<ul style="list-style-type: none"> » Cheryl Casimer, à titre de membre du Groupe de travail tripartite sur les enfants et les familles des Premières Nations, présente la séance plénière et fait le point sur les travaux du Groupe de travail tripartite sur la réforme du bien-être de l'enfance. Le Groupe de travail tripartite continue de travailler afin de faire avancer la loi habilitante fédérale. Les efforts de ce groupe ont surtout été axés sur la reconnaissance de la compétence et de l'autorité inhérentes des Autochtones en matière d'autonomie gouvernementale, et sur le principe de faire passer l'enfant autochtone en premier. » Trois collectivités de la Colombie-Britannique font également part de leurs expériences et de ce qui s'est produit quand elles ont repris le contrôle sur le bien-être de leurs enfants et de leurs familles. <p>✓ MESURES DE SUIVI DE SAC : Dans son allocution lors de la <i>Rencontre de 2019</i>, le ministre O'Regan réaffirme l'engagement du gouvernement du Canada à aller de l'avant avec la loi concernant la protection des enfants autochtones (le projet de loi C-92 a reçu la sanction royale le 21 juin 2019). Les dispositions de cette loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2020. À cette date, les dispositions s'appliqueront aux services à l'enfance et à la famille fournis aux enfants et aux familles autochtones par tout organisme, qu'il soit provincial ou territorial ou même par des organisations des Premières Nations, des Inuit et des Métis.</p>





SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Remarques du chef national Perry Bellegarde de l'Assemblée des Premières Nations</p>	<ul style="list-style-type: none"> » Le Chef national encourage l'ensemble des nations à entretenir des relations avec les ministres et les représentants fédéraux, à aller voter aux élections pour se faire représenter et à rehausser la responsabilisation des dirigeants élus envers leurs électeurs des Premières Nations. » Il fait remarquer que tout changement qui s'effectue au plan politique ouvre la porte à de nouvelles possibilités, à un renouvellement et à la croissance tout en permettant de maintenir l'élan, malgré les revers éventuels. » Il parle également du jour où la common law, le droit civil et les lois des Premières Nations seront tous respectés dans le pays et où la réconciliation et l'établissement d'un consensus pourront être obtenus sans recours à la force. » Les priorités du chef national comprennent les services de police des Premières Nations, la préservation des langues autochtones, la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la mise en œuvre des recommandations de la Commission de vérité et réconciliation, le mouvement lié à la Nouvelle relation financière et la nécessité d'adopter des lois sur les langues autochtones et le bien-être des enfants autochtones. » Il conclut en insistant sur les droits des peuples autochtones, le consentement libre, préalable et éclairé et l'importance de l'autodétermination des Premières Nations comme moyen pour s'affranchir de la <i>Loi sur les Indiens</i>.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Remarques de l'honorable Carolyn Bennett</p>	<ul style="list-style-type: none"> » La ministre Bennett remercie les Premières Nations pour le rôle qu'elles ont joué dans l'avancement de nombreux aspects de l'autodétermination. Elle les remercie également d'avoir poussé les gouvernements à adopter des pratiques qui peuvent aider les Premières Nations à exercer leurs pouvoirs législatifs et à fournir des services. » La ministre souligne l'importance de remplacer la Politique sur les revendications territoriales globales et la Politique sur le droit inhérent. » Elle mentionne également certains changements importants qui ont déjà été effectués, comme l'engagement du gouvernement du Canada à élaborer conjointement des mandats de négociation avec les Premières Nations aux tables de négociation.
<p>Remarques de l'honorable Seamus O'Regan</p>	<ul style="list-style-type: none"> » Le ministre O'Regan se réjouit de l'occasion qui lui est donnée de se joindre aux Premières Nations de la Colombie-Britannique si tôt dans son mandat de ministre des Services aux Autochtones. Il déclare que les engagements du gouvernement du Canada envers les peuples autochtones continuent d'être une priorité absolue. » Il parle des progrès qui ont été réalisés au regard des cinq grandes priorités de SAC (éducation, santé, services à l'enfance et à la famille, infrastructure et prospérité économique), et il ajoute qu'il reste encore beaucoup à accomplir. » Il mentionne également la célébration entourant la signature de l'Accord tripartite sur l'éducation de la Colombie-Britannique qui aura lieu le 23 janvier, l'adoption imminente d'une loi sur l'enfance et la famille (qui a été déposée à la Chambre des communes le 28 février 2019) et les travaux en cours pour parvenir à une approche tripartite pour la gestion des urgences en Colombie-Britannique.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Nouvelle relation financière</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Chef David Jimmie, coprésident, Comité des chefs sur les relations financières de l'APN</i></p> <p>» <i>Brian Titus, chef des opérations financières, Conseil de gestion financière des Premières Nations</i></p> <p>» <i>Paul Thoppil, Dirigeant principal des finances, des résultats et de l'exécution, SAC</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » Les panélistes font le point sur les progrès réalisés dans l'établissement d'une nouvelle relation financière au cours de l'année passée. » Paul Thoppil souligne que la modification du processus de responsabilisation était un élément clé pour atténuer le manque de confiance envers le gouvernement. Il insiste sur le fait que cette responsabilisation doit être axée sur les membres de la collectivité, et non sur le gouvernement du Canada. Il reconnaît que la question de la suffisance du financement n'a pas encore été abordée et il suggère un facteur d'indexation du financement comme bon point de départ pour toutes les Premières Nations, y compris celles qui reçoivent des subventions sur dix ans. » Il fait la promotion des subventions sur dix ans pour maintenir l'élan vers l'autodétermination, ainsi que de la prise de décisions par les collectivités concernant les services qu'elles reçoivent. Il souligne d'autres initiatives portant sur la nouvelle relation financière, notamment la capacité accrue de reporter des fonds et le financement des Premières Nations par l'entremise d'un conseiller nommé par le bénéficiaire ou un séquestre-administrateur. » Brian Titus donne un aperçu de l'évaluation qu'a effectué le Conseil de gestion financière des Premières Nations à propos des collectivités qui se sont dites intéressées à recevoir des subventions sur dix ans. Il parle notamment des critères d'admissibilité élaborés conjointement par l'Assemblée des Premières Nations et SAC, et confirme que SAC prendra les décisions définitives. À l'échelle nationale, 215 collectivités ont exprimé un intérêt à cet égard, dont 89 Premières Nations de la Colombie-Britannique. Les noms de 47 collectivités des Premières Nations de la C.-B. figureront sur la liste des bénéficiaires possibles de ces subventions sur dix ans. La plus importante partie du processus consiste cependant à rédiger des lois et des règlements administratifs en matière d'administration financière.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Gestion des urgences – Modèles de résilience</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Chef Rick McLean, Bande de Tahltan » Chef Larry Nooski, Première Nation de Nadleh Whut'en » Chef Joe Alphonse, Tl'etinqox Government 	<ul style="list-style-type: none"> » Les chefs de trois nations touchées par les feux de forêt déclarent que les incendies de 2017 et de 2018 ont eu des répercussions sur la sécurité et le bien-être des Premières Nations, en plus des répercussions sur les activités sociales, culturelles et économiques. La fréquence et l'intensité des feux de forêt ont augmenté en raison des changements climatiques et des pratiques conventionnelles de gestion des forêts. De nombreuses Premières Nations se sont toujours occupées de la gestion des incendies, mais cette activité a été perturbée au cours du dernier siècle. » Les chefs soulignent également que les Premières Nations exercent leur autodétermination dans la gestion des urgences, mais qu'elles se heurtent aux processus bureaucratiques le moment venu de recouvrer leurs dépenses. Les obstacles juridictionnels doivent donc être éliminés, et toutes les parties doivent travailler dans l'esprit de véritables partenariats. » Il est convenu que la préparation aux situations d'urgence, la planification et l'atténuation sont essentielles, tout comme les partenariats avec les collectivités voisines et les organismes d'intervention. Les Premières Nations ont également besoin de ressources supplémentaires pour gérer les urgences et intervenir en cas d'incendie de forêt. » La Première Nation de Nadleh Whuten (resonantstrategic.ca/trial-by-fire-nadleh-whuten-first-nation), la bande de Tahltan (tahltan.org/2018-wildlife-newsletter) et le Tl'etinqox Government (tletinqox.ca/our-tl-etinqox) ont chacun préparé et publié leurs propres rapports sur leurs expériences des feux de forêt. Tous ces rapports comprennent des recommandations afin d'améliorer la gestion des urgences.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Langues autochtones</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Grand chef Ed John, coprésident du Comité de l'Année internationale des langues autochtones de l'UNESCO en 2019</i></p> <p>» <i>Tracey Herbert, présidente-directrice générale, First Peoples' Cultural Council</i></p> <p>» <i>Tamara Davidson, secrétaire de la Nation Haïda</i></p> <p>» <i>Adeana Young (Kuun Jaadas Ts'aaahl Laanas), conseillère, Conseil du village Old Massett</i></p>	<p>» Le Grand chef Ed John parle de l'initiative de l'UNESCO qui a fait de 2019 d'Année internationale des langues autochtones (IYIL2019). Il en souligne notamment le message principal, soit que les langues autochtones sont importantes pour la consolidation de la paix, le développement durable, la bonne gouvernance, la culture et la réconciliation. Le Grand chef John donne également des détails sur le lancement officiel de l'Année internationale des langues autochtones et la journée que les Nations Unies consacreront aux langues autochtones (en.iyil2019.org), le 1^{er} février 2019, à Paris, en France.</p> <p>» Tracey Herbert décrit certaines initiatives du First People Cultural Council, qui visent notamment à accroître le nombre de personnes qui parlent couramment les langues autochtones et à promouvoir les projets d'archivage et de documentation pour les 34 langues autochtones (et plus de 90 dialectes) parlées en Colombie-Britannique. M^{me} Herbert déclare que la langue est essentielle non seulement pour assurer l'autodétermination et la gouvernance, mais aussi pour aborder les enjeux climatiques mondiaux actuels, car la langue nous enseigne à prendre soin de la terre. Elle parle également de la <i>Loi sur les langues autochtones</i> (fpcc.ca) et dit espérer que celle-ci sera adoptée avant l'élection fédérale.</p> <p>» Tamara Davidson donne des détails sur la conférence de trois jours sur les langues autochtones intitulée HELISET TFE SKÁL 'Let the Languages Live' (fpclanguageconference.com) devant avoir lieu à Victoria du 24 au 26 juin 2019. Cette conférence réunira des experts des langues de partout dans le monde pour qu'ils y présentent leurs projets et histoires et participent aux différents ateliers organisés pendant toute la durée de la conférence.</p> <p>» Adeana Young, l'une des vedettes du film haïda <i>Sgaaway K'uuna</i> (Le tranchant de la lame), présente l'histoire haïda de Gaagiixiid, dans un film tourné entièrement en langue haïda. Le film a reçu des nominations aux festivals internationaux du film de Vancouver et de Toronto, et M^{me} Young a souligné qu'il ne s'agissait pas d'un film « hollywoodien », puisque ce sont des Autochtones qui ont tout fait et qui ont eu les idées ayant donné naissance à ce film (le réalisateur du film est haïda, alors que le mari et les enfants de M^{me} Young ont joué dans le film). Elle parle également de l'importance de la langue et de la culture et du fait que la revitalisation de la langue est l'une des priorités mentionnées dans le plan communautaire global de Skidegate.</p> <p>✓ REMARQUE : Depuis la <i>Rencontre de 2019</i>, le projet de loi C-91, la <i>Loi sur les langues autochtones</i> (fpcc.ca), est entré en vigueur et a reçu la sanction royale le 21 juin 2019.</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Rapport général du bureau régional de la C.-B.</p> <p>Aperçu présenté par Catherine Lappe, directrice générale régionale, sur les investissements du bureau régional de la C.-B. pour 2018-2019, y compris le budget de 2018.</p>	<ul style="list-style-type: none"> » Catherine Lappe remet aux délégués une analyse du tableau de bord des investissements du bureau régional de la Colombie-Britannique. Le financement que SAC a accordé au bureau régional a augmenté de 2 p. 100 par rapport à 2017-2018 et de 12 p. 100 par rapport à 2016-2017. Des 1 012 milliards de dollars disponibles pour l'exercice en cours, 33 p. 100 ont été consacrés à l'éducation, 25 p. 100 aux infrastructures, 13 p. 100 aux services à l'enfance et à la famille et aux programmes sociaux, et 3 p. 100 aux frais généraux. » Les commentaires des participants portent notamment sur la santé, l'éloignement et l'accès, ainsi que sur les préoccupations relatives aux formules de financement. » Une copie de l'exposé est accessible en ligne (nmtcevents.com/jointgathering2019).
<p>Institutions autochtones contribuant à la capacité économique par la voie de partenariats</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Cliff Fregin, président-directeur général, New Relationship Trust</i> » <i>Sharleen Gale, présidente, Coalition de grands projets des Premières Nations</i> » <i>Deanne McLeod, directrice générale, North East Native Advancing Society</i> » <i>Cherlyn Billy, directrice, Shuswap Nation Tribal Council</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Des représentants d'organisations autochtones diverses parlent de leurs expériences de travail avec les Premières Nations. Les panélistes discutent de la façon dont les organisations collaborent afin d'obtenir l'appui des gouvernements fédéral et provinciaux, ce qui a pour effet d'augmenter la capacité économique à l'échelle des collectivités. » Ils conviennent que le développement économique communautaire est plus qu'un projet. Il s'agit en fait de ce qui est nécessaire pour réussir à atteindre une prospérité durable, ce qui inclut l'acquisition de compétences et de métiers pour soutenir les économies locales et la gestion de l'environnement de la terre. Les Premières Nations doivent apprendre les unes des autres et faire participer l'industrie et le gouvernement de façon prudente et productive aux occasions qui se présentent. » Les panélistes précisent aussi que les Premières Nations ne peuvent être tributaires des gouvernements pour soutenir leurs collectivités. Elles ont besoin de revenus autonomes et d'une main-d'œuvre qualifiée qui reste dans la collectivité. Il est donc important que les dirigeants et le personnel possèdent tant les compétences clés que des structures de gouvernance solides.

SÉANCES EN PETITS GROUPES

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Élaboration d'une nouvelle politique axée sur les droits</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIER</p> <p>» <i>Joe Wild, sous-ministre adjoint principal, RCAANC</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » Les participants discutent de la façon dont une nouvelle politique fondée sur les droits doit aborder la question de la mise en œuvre efficace du consentement préalable, libre et éclairé des titulaires de droits, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Si le gouvernement du Canada veut mettre en œuvre la Déclaration, il ne devrait pas se contenter de déclarer que les projets sont dans l'intérêt national s'il n'a pas obtenu le consentement de ceux qui possèdent les titres. » Il est également souligné qu'une nouvelle politique fondée sur les droits doit aborder la reconstruction de la nation et les effets de la fusion forcée sur les structures politiques autochtones traditionnelles. Les nations autochtones doivent diriger les travaux visant la reconstruction. » De même, les politiques du gouvernement du Canada et de la province de la Colombie-Britannique ont donné lieu à de nombreux recoupements des revendications des Premières Nations, à qui on a dit de régler ces questions entre elles. La nouvelle politique devra prévoir un meilleur mécanisme pour régler les revendications qui se recourent et les litiges frontaliers dans lesquels le gouvernement du Canada et la province de la Colombie-Britannique ne joueront pas des rôles d'arbitres, mais seront plutôt une source de soutien par la voie d'un renforcement des capacités et peut-être la création d'une institution indépendante. <p>✓ MESURES DE SUIVI DE RCAANC : Le gouvernement du Canada collaborera avec le Conseil des leaders des Premières Nations pour régler la question des revendications qui se recourent et les litiges frontaliers en Colombie-Britannique.</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Processus collaboratif d'élaboration d'une politique financière</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Frank Dragon, consultant en matière de traités, Premières Nations Ka:'yu:'k't'h'/Chek'tles7et'h</i></p> <p>» <i>Tejas Madhur, conseiller juridique, Première Nation de Tsawwassen</i></p> <p>» <i>Alan Greer, directeur par intérim, Ententes financières et partage des coûts, RCAANC</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » Depuis mai 2016, les gouvernements autochtones autonomes et le gouvernement du Canada collaborent afin de mieux comprendre les questions de politique financière par l'entremise d'un Processus collaboratif d'élaboration d'une politique financière. Ce processus a notamment donné lieu à la politique financière collaborative sur l'autonomie gouvernementale qui servira de cadre aux négociations sur les transferts fiscaux. » Cette politique est fondée sur le concept de besoin, ce qui a permis d'établir des méthodes afin d'estimer le coût réel de la gouvernance et de la prestation des programmes et des services. » Bien que des progrès importants aient été réalisés dans l'élaboration de la nouvelle politique financière collaborative sur l'autonomie gouvernementale, il reste encore du travail à faire en ce qui concerne les autres composantes des besoins (gestion des terres, culture, langue et patrimoine, etc.). <p>✓ MESURES DE SUIVI DE RCAANC : Le gouvernement du Canada s'est engagé à poursuivre le Processus collaboratif d'élaboration d'une politique financière.</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Cannabis : occasions d'affaires pour les Premières Nations</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIER</p> <p>» <i>Kenji Takawa, conseiller juridique, Donovan & Company</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » Kenji Takawa, un avocat du secteur privé qui conseille les Premières Nations sur le cannabis à usage récréatif, fait un exposé sur la perspective dans laquelle s'inscrivent la réglementation provinciale et la réglementation fédérale. » Les participants sont préoccupés par le fait que la province de la Colombie-Britannique réglemente les activités sur les terres appartenant aux Premières Nations. Certaines Premières Nations, qui sont d'avis que cela va à l'encontre de leur droit inhérent à gérer leurs propres ressources, travaillent avec leurs collectivités et le gouvernement provincial pour rédiger leurs propres lois sur le cannabis. » En outre, les activités menées à l'extérieur de l'actuel cadre réglementaire provincial pourraient entraîner des contestations judiciaires, l'intervention de la police, ainsi que d'éventuelles poursuites judiciaires. » Il ne faut pas non plus oublier qu'il y a un important arriéré dans le processus national de délivrance de permis fédéraux, puisque seuls 146 permis ont été autorisés et que plus de 600 demandes figurent encore sur la liste d'attente.
<p>Revendications particulières</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Kukpi7 Judy Wilson, présidente, Groupe de travail sur les revendications territoriales particulières de la Colombie-Britannique</i></p> <p>» <i>Jody Woods, conseillère technique, Groupe de travail sur les revendications territoriales particulières de la Colombie-Britannique</i></p> <p>» <i>Natalie Neville, directrice principale des négociations, Direction générale des revendications particulières, RCAANC</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » Les présentatrices et les participants discutent des négociations sur les revendications particulières en Colombie-Britannique. » Des préoccupations sont soulevées en ce qui concerne le financement de la recherche, le Tribunal des revendications particulières, la participation des Premières Nations au Tribunal des revendications particulières et l'affectation de ressources suffisantes à la Direction générale des revendications particulières pour régler les revendications. » Un processus impartial d'évaluation des revendications particulières est souhaitable, et les questions relatives aux revendications individuelles ont fait ressortir le besoin de communications plus fréquentes. <p>MESURES DE SUIVI DE RCAANC :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le gouvernement du Canada tentera d'obtenir des ressources supplémentaires pour la Direction générale des revendications particulières afin de l'aider à gérer le volume des revendications en Colombie-Britannique. ✓ La Direction générale des revendications particulières communiquera également plus fréquemment avec les Premières Nations qui ont déposé des revendications particulières. ✓ Le gouvernement du Canada veillera à ce que l'information actuelle sur le financement de la participation des Premières Nations au Tribunal des revendications particulières (rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1529351013700) soit connue. ✓ Le gouvernement du Canada, dans le cadre du Groupe de travail technique commun, et l'Assemblée des Premières Nations continueront d'examiner et de recommander des modifications visant la politique sur les revendications particulières.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Inscription des Indiens</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Nathalie Nepton, directrice exécutive, Registraire des Indiens</i></p> <p>» <i>John Gordon, directeur, Unité de la transformation</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » Nathalie Nepton fait le point sur la mise en œuvre du projet de loi S-3 en réponse à la décision <i>Descheneaux</i> et a souligné que le texte traite de certaines inégalités fondées sur le sexe découlant de la <i>Loi sur les Indiens</i>. Les participants ont été informés que 12 500 demandes d’inscription en vertu du projet de loi S-3 ont été reçues depuis décembre 2017 et que 38 000 personnes pourraient donc obtenir le statut d’Indien en vertu du projet de loi S-3. » Pour pouvoir aborder des questions plus générales concernant la citoyenneté, l’inscription et l’appartenance, les délégués sont invités à formuler des commentaires pendant les séances de consultation sur le Processus de collaboration qui se tiendront en Colombie-Britannique (en mars 2019) et au Canada au cours des prochains mois. » John Gordon mentionne de nouvelles initiatives visant à moderniser le Certificat sécurisé de statut d’Indien (CSSI) pour améliorer la prestation de services, y compris le lancement d’une application sécurisée pour téléphone intelligent qui permet aux demandeurs de prendre eux-mêmes les photos qui seront utilisées dans leur demande. Cela permettra notamment aux personnes qui vivent dans des régions éloignées d’avoir accès à des photos de style passeport. Il s’agit d’une économie de coûts pour les personnes qui demandent un CSSI, et cette solution a déjà été utilisée avec succès pour plus de 2 000 photos. En outre, toutes les cartes de CSSI délivrées à compter du 1^{er} février 2019 seront dotées d’une zone de lecture automatique, ce qui permettra aux titulaires de franchir plus efficacement la frontière. » Les commentaires des participants portent sur l’admissibilité en vertu du projet de loi S-3 et sur la nécessité d’un financement afin de composer avec l’augmentation prévue du nombre de nouveaux Indiens inscrits à la suite du projet de loi. Les commentaires font également ressortir la nécessité d’apporter d’autres modifications législatives afin de s’attaquer à la discrimination latente que l’on retrouve dans la <i>Loi sur les Indiens</i>, en plus de l’article S-3. Les participants ont aussi abordé les questions de sécurité et de protection des données en raison de la nouvelle application photo pour le CSSI. <p>✓ REMARQUE : Depuis la <i>Rencontre de 2019</i>, SAC et RCAANC ont publié un sondage et tenu des séances de consultation sur la citoyenneté, l’inscription et l’appartenance des Premières Nations en Colombie-Britannique, en mars 2019, afin de recueillir les commentaires des Premières Nations. Ces commentaires ont ensuite été regroupés à l’échelle nationale. Un rapport d’étape sur ce qui a été entendu lors des séances a été déposé au Parlement le 12 juin 2019.</p>

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Capacité économique grâce à la gestion des terres de réserve</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Chef Ron Giesbrecht, Première Nation Kwikwetlem » Ray Gauthier, chef de la direction, Coast Salish Development Corporation (Première Nation Stz'uminus) 	<ul style="list-style-type: none"> » Deux Premières Nations font part de leur expérience en ce qui concerne le renforcement de leur capacité de développement économique. L'une a notamment parlé de la gestion des terres de réserve suivant son propre code foncier instauré en vertu de la <i>Loi sur la gestion des terres des Premières Nations</i>, alors que l'autre s'en remet plutôt à SAC en vertu de la <i>Loi sur les Indiens</i>. » L'adoption réussie d'un code foncier exige une mobilisation collective importante, y compris des plans de développement économique et d'utilisation des terres. Dans un tel cas, il est important de séparer les questions de politique et les besoins économiques de la collectivité. » Les possibilités de développement en vertu de la <i>Loi sur les Indiens</i> peuvent demander du temps et faire intervenir un certain nombre d'exigences. Il est possible d'éviter les frustrations en faisant preuve de clarté et de transparence pendant tout le processus. Il est aussi important de maintenir de solides relations avec les partenaires en matière de développement et les collectivités environnantes.
<p>Logement : mise en commun des pratiques exemplaires</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Lorette Edzerza, gestionnaire de bande, Bande indienne de Cook's Ferry » Ryan Sarfeld, gestionnaire du logement et de l'infrastructure, Bande indienne de Tobacco Plains » Ken Heidema, gestionnaire du logement, Première Nation Stswecem'c Xgat'tem 	<ul style="list-style-type: none"> » Trois Premières Nations présentent leurs histoires sur l'importance de la gouvernance, de la capacité et des partenariats dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de logement efficaces dans leurs collectivités. » Après les présentations des membres des Premières Nations, on assiste à une mise en commun des pratiques exemplaires et à une discussion avec questions et réponses entre les présentateurs et l'auditoire. ✓ REMARQUE : Les participants ont également obtenu les coordonnées des présentateurs afin qu'ils puissent leur poser d'autres questions sur les pratiques exemplaires.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Bonne gouvernance et leadership financier</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Chef Gregory Louie, Première Nation Ahousaht</i></p> <p>» <i>Rob Bullock, directeur général, Première Nation Ahousaht</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » Cette présentation décrit le cheminement de la Première Nation Ahousaht pour se sortir de la faillite et de la gestion par un séquestre-administrateur au cours des cinq dernières années, grâce à la planification et à la formation. Pour de plus amples renseignements à cet égard, veuillez communiquer avec Rob Bullock (ahousaht.ca). » Les dirigeants et l'administration des Premières Nations ont besoin d'un meilleur accès aux outils de formation et d'encadrement, y compris au mentorat. SAC est en mesure de soutenir le mentorat entre collectivités de deux façons : financement du Programme de développement professionnel et institutionnel (sac-isc.gc.ca/fra/1100100013815) et planification communautaire globale (comprehensivecommunityplanning.org). » La gouvernance et la planification stratégique continues, y compris la planification communautaire globale et le fait que ce travail soit dirigé par les collectivités, sont essentielles à la réussite.
<p>Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Christa Williams, conseillère principale, Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations</i></p> <p>» <i>Sandra Wesley-Olsen, chef de l'exploitation, Bande Nak'azdli Whut'en</i></p> <p>» <i>Collette Sunday, administratrice de bande, Bande Upper Nicola</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » Le Secrétariat aide les Premières Nations à développer leur capacité administrative en leur offrant de la formation et des outils dans les principaux domaines de l'administration de la gouvernance. » Les initiatives actuelles et passées comprennent la formation des Premières Nations sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, la gestion des ressources humaines, la gestion des dossiers et de l'information, la gestion financière; des conférences et des événements avec formation et possibilités de réseautage; la collecte et la diffusion des ressources dans les domaines de compétences essentielles, et la promotion des relations avec les groupes d'experts afin de tirer parti de leur expertise. » Un comité consultatif des administrateurs de bande, composé d'administrateurs de bande des Premières Nations de la Colombie-Britannique, oriente le travail du Secrétariat. » Voici quelques exemples d'initiatives à venir : programmes de mentorat, programmes de jumelage aux fins de formation, formation et planification pour les programmes de formation approuvés, et soutien aux organisations des Premières Nations afin qu'elles collaborent à des activités de renforcement des capacités. <p>✓ MESURES DE SUIVI : Les participants suggèrent notamment l'élaboration d'une méthode afin d'évaluer si la formation et le renforcement des capacités du personnel et du gouvernement des Premières Nations ont un effet bénéfique sur la collectivité et sur les membres de la collectivité; le soutien d'une plus grande mobilisation entre les Premières Nations et les collectivités voisines, par exemple par l'entremise de la Local Government Management Association (LGMA) de la Colombie-Britannique, pour soutenir un apprentissage mutuellement bénéfique entre les Premières Nations et les administrations locales (le Secrétariat a conclu un protocole d'entente avec la LGMA et appuyé certains de ces travaux et veut continuer à explorer d'autres possibilités); un travail plus étroit avec les Premières Nations signataires d'un traité (après la signature du traité et en cours de processus) qui se préparent à l'autonomie gouvernementale.</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Éducation des Premières Nations : soutenir la réussite des élèves</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Deborah Jeffrey, directrice générale, Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations</i></p> <p>» <i>Colleen Austin, présidente, Association des écoles des Premières Nations</i></p> <p>» <i>Jennifer McCrea, sous-ministre adjointe, ministère de l'Éducation</i></p> <p>» <i>Wendy Rogers, directrice, Programmes et partenariats</i></p>	<p>» Le Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations, l'Association des écoles des Premières Nations, le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique et SAC présentent ensemble le nouvel accord tripartite sur l'éducation de la Colombie-Britannique (BCTEA), les points saillants de cet accord, les nouveaux investissements et les approches de partenariat en matière d'éducation autochtone en Colombie-Britannique.</p> <p>» Les participants soulèvent des problèmes dans le système provincial, notamment en ce qui concerne le transport limité, le racisme et le fait qu'un trop grand nombre d'élèves sont poussés dans le système d'éducation sans posséder les acquis de base.</p> <p>✓ REMARQUE : Un suivi a été effectué auprès des districts scolaires respectifs et les commentaires formulés pendant cette séance ont guidé la mise en œuvre du BCTEA, tout particulièrement en ce qui concerne les sections relatives aux ententes locales sur l'éducation et au transport. Les trois parties poursuivront la mise en œuvre efficace du BCTEA et continueront de collaborer à la mise en œuvre de politiques et de stratégies afin de régler ces problèmes. De plus amples renseignements sur le BCTEA et les bulletins électroniques mensuels peuvent être consultés en ligne ici (fnesc.ca/bctea).</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Réseautage des services à l'enfance et à la famille sur le bien-être communautaire</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» William McArthur, gestionnaire, Services à l'enfance et à la famille, SAC</p> <p>» Nora Gibson, conseillère, Services à l'enfance et à la famille, SAC</p>	<ul style="list-style-type: none"> » La séance visait à établir des liens avec les 84 Premières Nations qui ne sont pas affiliées à un organisme autochtone et à discuter de la façon dont SAC peut renforcer les liens avec ces nations et connaître leurs besoins pour ce qui est de l'élaboration de leurs propres activités de prévention. » Les conversations ont fait ressortir la nécessité de faire avancer les discussions et le rôle important que jouent des forums comme la <i>Rencontre</i>, puisqu'ils offrent des occasions de réseautage et de mise en commun des pratiques exemplaires. <p>✓ MESURE DE SUIVI DE SAC : Le personnel continuera de communiquer avec les représentants des 84 Premières Nations non affiliées et tentera de trouver d'autres occasions de les réunir et de communiquer les pratiques exemplaires.</p>
<p>Conseil du logement et de l'infrastructure des Premières Nations</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» Chef Dan George, président</p> <p>» Chef Mark Point, vice-président</p>	<ul style="list-style-type: none"> » Le Conseil du logement et de l'infrastructure fait le point sur l'état de ses activités et de sa vision en vue de concevoir et de mettre en œuvre une autorité en matière de logement et d'infrastructure qui serait contrôlée par les Premières Nations de la Colombie-Britannique et qui prendrait en charge les programmes et les services de logement et d'infrastructure des Premières Nations en Colombie-Britannique. <p>✓ MESURES DE SUIVI : Au cours des deux prochaines années, le Conseil propose de collaborer avec les dirigeants et les gestionnaires du logement des Premières Nations afin d'orienter les négociations et de conclure une entente de transfert des pouvoirs en matière de logement et d'infrastructure à une nouvelle autorité des Premières Nations de la Colombie-Britannique. Il entend également établir un processus de ratification afin d'assurer le soutien des Premières Nations à l'égard d'un nouveau modèle de prestation. Ce site Web (fnhic-bc.ca) fournit de plus amples renseignements sur le Conseil.</p>

SÉANCES POUR LES JEUNES

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
Intégration : combler l'écart	<ul style="list-style-type: none"> » Les aînés et les jeunes délégués ouvrent la séance en se présentant. » Le Conseil de la technologie des Premières Nations fait une présentation sur les services qu'il offre et sur le secteur de la technologie en abordant notamment les possibilités de croissance et de carrière futures qu'il offre. » Les ambassadeurs de SAC responsables de la campagne <i>Écoutez ce qu'on nous a dit</i> présentent l'initiative et son rôle dans la <i>Rencontre</i>.
Discussion à la suite de la présentation	<ul style="list-style-type: none"> » Les discussions portent surtout sur les réactions à la suite des séances de la journée. » Les délégués se disent impressionnés par la séance plénière sur les services à l'enfance et à la famille, au cours de laquelle on a décrit comment les collectivités se préparent à exercer leur compétence et présenté des exemples de réussite. » Certains jeunes disent vouloir en savoir davantage sur la séance plénière portant sur les voies vers la reconnaissance officielle de l'autodétermination.
Projection du film haïda – Sgaawaay K'uuna (Le tranchant de la lame) CONFÉRENCIÈRE » Adeana Young (<i>Kuun Jaadas Ts'aahl Laanas</i>), actrice, conseillère, Conseil du village Old Massett	<ul style="list-style-type: none"> » L'actrice principale, Adeana Young, <i>Kuun Jaadas Ts'aahl Laanas</i> (de son nom haïda), présente ce film qui a été entièrement tourné en langue haïda.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Échange des connaissances – Groupe d’experts sur l’éducation, les stages et la carrière</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Western Indigenous Student Engagement Network</i> » <i>Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations</i> » <i>Programme d’expérience de travail des étudiants des Premières Nations (Expérience de travail pour étudiants autochtones)</i> » <i>Emploi et Développement social Canada</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Six panélistes ayant des liens avec diverses initiatives d’emploi étudiant parlent des possibilités d’emploi pour les jeunes et relaté leurs propres expériences. » Ils parlent notamment de la façon dont divers services et organisations peuvent aider les jeunes à faire le pont entre les études et le parcours professionnel. <p>✓ MESURES DE SUIVI : Pour les prochaines rencontres, les participants recommandent d’inclure des groupes axés davantage sur la carrière, plutôt que sur les possibilités de stages et de travail temporaire.</p>
<p>Groupe sur les jeunes entrepreneurs – Les leaders de demain</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Ryan Oliverius, Première Nation d’Okanagan</i> » <i>Suzette Amaya, Kwakwaka’wakw/crie/Nisga’a/Salish du littoral</i> » <i>Amanda Nahanee, Nation des Squamish</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Les panélistes présentent leur parcours en tant qu’entrepreneurs. » Les messages clés visent à inspirer et à motiver les jeunes à surmonter les obstacles, à croire en eux-mêmes et à assurer leur propre réussite. » L’établissement d’objectifs dans une perspective autochtone est abordé par plusieurs conférenciers. <p>✓ MESURES DE SUIVI : Il est recommandé de tenir une séance semblable l’an prochain en raison de la popularité de ce sujet.</p>
<p>Rencontre avec la ministre Bennett</p>	<ul style="list-style-type: none"> » La ministre Bennett demande aux jeunes délégués s’ils ont des conseils pour elle. Ils lui présentent donc de nombreuses idées, y compris une recommandation en ce qui concerne un besoin des jeunes, soit de créer des liens entre les jeunes Autochtones de partout au pays et d’utiliser une application pour téléphone intelligent pour communiquer l’information. Il est aussi question du leadership, de la représentation des jeunes, de l’autonomie gouvernementale et de la réconciliation. <p>MESURES DE SUIVI :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ SAC fera un suivi auprès de l’équipe Web 2.0 du GC pour déterminer si GCCollab pourrait être une ressource appropriée. ✓ Les participants ont également suggéré que des tables désignées dans la salle plénière principale de la prochaine <i>Rencontre</i> soient réservées aux jeunes.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Déjeuner avec le chef Clarence Louie</p>	<p>» La discussion porte principalement sur le développement économique comme moyen de renforcer les capacités, de favoriser l'emploi et de combler les écarts socioéconomiques qui touchent les collectivités.</p> <p>✓ MESURES DE SUIVI : Les jeunes recommandent de continuer à inclure des séances incluant les jeunes et les dirigeants des Premières Nations dans les prochaines éditions des rencontres. Deux sujets sont également suggérés pour les séances : comment jouer un rôle auprès du chef et du conseil, et l'autodétermination.</p>
<p>Leadership dans les langues et les arts</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIÈRE</p> <p>» <i>Aliana Parker, First Peoples' Cultural Council</i></p>	<p>» Un aperçu de tous les programmes et du financement offerts par le First Peoples' Cultural Council pour les langues et les arts est présenté. Pour de plus amples renseignements à cet égard, consulter le site Web (fpcc.ca/Grants/Language).</p> <p>✓ MESURES DE SUIVI : Les participants recommandent de prévoir plus de temps pour l'échange d'information et les ateliers interactifs lors de la prochaine <i>Rencontre</i>.</p>
<p>Rétroactions des jeunes, en sous-groupes</p>	<p>» Dix jeunes délégués font une présentation PowerPoint sur la <i>Rencontre</i>, durant laquelle ils présentent des photos prises pendant la séance de préparation.</p> <p>» Les jeunes présentateurs se disent heureux d'avoir pu assister à la <i>Rencontre</i> et disent souhaiter voir plus de jeunes représentés aux prochaines rencontres.</p>

Points saillants de l'évaluation

On a sollicité les commentaires des délégués lors de la Rencontre, au moyen de formulaires d'évaluation écrite et d'un sondage en ligne après l'événement. Voici quelques citations tirées des commentaires reçus :

Qu'avez-vous trouvé le plus utile lors de la Rencontre de 2019?

- La possibilité d'établir des liens avec un plus grand nombre d'aînés et de jeunes autochtones d'autres collectivités, ce qui a permis d'en savoir plus sur les expériences d'autres personnes qui vivent dans des collectivités urbaines et rurales.
- Les conférenciers et les séances plénières comme outil d'éducation sur l'état d'avancement des travaux, et aussi les séances d'information pour établir des liens avec d'autres personnes et connaître leur parcours. Les exposants étaient vraiment intéressants, tout comme les spectacles!

Qu'aimeriez-vous qu'on ajoute à la Rencontre 2020?

- L'édition de 2020 devrait aborder certaines des questions cruciales soulevées en 2019.
- Un endroit où écrire des questions ou des idées que tout le monde pourrait lire et qu'on pourrait commenter, peut-être un grand mur avec des feuilles de papier et des marqueurs.
- Des retours sur les exemples de réussite présentés antérieurement, pour qu'on sache ce qu'il en est advenu.

Comment peut-on s'assurer de faire participer les aînés et les jeunes délégués de manière encore plus significative à la Rencontre 2020?

- Une séance avec des aînés et une discussion sur les chefs héréditaires et les liens entre ces chefs et le chef élu et les membres du conseil. La délégation des jeunes était formidable. Plus d'idées, plus de plaisir!
- Un groupe de discussion composé de jeunes et un autre composé d'aînés qui feront part de points de vue honnêtes et pertinents sur la « réconciliation ».

Qu'est-ce qui pourrait être fait différemment lors de la prochaine Rencontre?

- Faire participer davantage les ministères fédéraux, comme le MPO.
- Les séances en petits groupes doivent être plus longues pour qu'on ait le temps de poser des questions, d'y répondre et de discuter.
- Répéter les séances en petits groupes afin que les participants puissent assister à plusieurs séances.
- Il faut prévoir du temps dans le programme pour qu'on puisse aller voir les exposants présents aux portes ouvertes.
- Choisir un nouveau nom pour le forum.



Avez-vous d'autres commentaires ou évaluations à nous communiquer?

- Ce fut une très belle expérience et j'ai aimé avoir l'occasion de faire du réseautage et d'acquérir toute cette information très utile.
- J'ai apprécié les efforts déployés, le temps passé à établir des liens pendant les déjeuners et les dîners, les séances d'apprentissage, les commentaires et les conversations avec les conférenciers, ainsi que le contrôle et la gestion du temps de la part des organisateurs. Vraiment très bien fait.

COMMENTAIRES DES JEUNES

Selon les résultats du sondage auprès des jeunes, les trois séances préférées du programme pour les jeunes ont le **Groupe sur les jeunes entrepreneurs – Les leaders de demain** et la discussion sur le **Leadership dans les langues et les arts**, len plus de la séance portant sur la **Nouvelle politique axée sur les droits**.

Les jeunes délégués ont formulé plusieurs recommandations pour améliorer les futures *Rencontres* et s'assurer qu'ils y participent encore plus. En général, ils ont dit vouloir établir un lien plus fort entre les jeunes, le gouvernement et les autres parties prenantes. L'une des principales recommandations visait l'instauration d'un mode de réseautage qui ferait appel aux outils comme les réseaux sociaux, ce qui leur permettrait de continuer à échanger de l'information, d'approfondir les discussions sur certains sujets et de chercher des solutions dans les domaines clés qui ont le plus de répercussions sur les jeunes. Les jeunes étaient aussi d'avis qu'une journée distincte devrait leur être réservée, plutôt qu'un programme concomitant. Ils ont également formulé des recommandations à propos des sujets qui pourraient être intégrés dans le programme de la prochaine *Rencontre*, y compris les changements climatiques, les compétences en leadership, l'éducation et le développement économique.

Les jeunes délégués étaient heureux d'avoir eu l'occasion de passer du temps avec les dirigeants, en particulier lors de la **rencontre avec la ministre Bennett** et du **déjeuner avec le chef d'Osoyoos, Clarence Louie**.



Conclusion et prochaines étapes

Les Premières Nations continuent d'affirmer l'importance pour les collectivités d'échanger entre elles sur leurs réussites et leurs défis, ainsi que leur souhait d'entendre l'avis de tous les secteurs de la collectivité, notamment les aînés et les jeunes. Dans la planification des prochaines conférences, nous nous assurerons d'intégrer dans l'ordre du jour les suggestions et les recommandations formulées, de manière à répondre aux besoins des collectivités des Premières Nations.



